



FAITS & DOCUMENTS

LETRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 502

8 €

- ENQUÊTE: (p.1-3,6-12)
LE « PACTE DE CORRUPTION » (FIN)
- LES DESSOUS DE LA VENTE
D'ALCATEL-LUCENT: (p.1-3,6-7)
- ALSTOM/GE: « TOUT PARIS
ÉTAIT LOUÉ »: (p.7,9-10)
- PATRICK KRON AVANT
ET APRÈS ALSTOM: (p.10-12)
- DOCUMENT: (p.4-6)
NOM DE CODE ATLANTA:
L'OMBRE DE BERNARD SANANÈS
- ENQUÊTE: (p.8)
SERGE WEINBERG, ALSTOM
ET L'ADIT

INDEX

Andrews B.	p.2	Martin D.	p.10
Arnault B.	p.8	Medvedevsky A.	p.8
Badinter É.	p.9	Messier J.-M.	p.7
Bailey H.	p.10	Molina A.	p.9
Benhamou A.	p.3	Neumartin A.	p.2
Bettan M.	p.9	Ohana S.	p.6
Brandicourt O.	p.2	Péresse V.	p.6
Buberl T.	p.6	Peyrelevalde J.	p.11
Chabert P.-Y.	p.7	Pinault F.	p.8
Combes M.	p.2	Pouletty P.	p.12
Drahi P.	p.2	Raby J.	p.2
Elbaz S.	p.9	Revel C.	p.8
Florentino M.	p.3	Romano D.	p.6
Fouks S.	p.9	Roussely F.	p.7
François-Poncet A.	p.6	Saban H.	p.6
Gaymard C.	p.9	Sananès B.	p.4
Haim M.	p.6	Sarközy N.	p.9
Joxe P.	p.7	Seyman P.	p.12
Kohler A.	p.1	Serra C.	p.10
Kron P.	p.10	Son M.	p.2
Lacombe K.	p.12	Stik D.	p.8
Lahame F.	p.7	Strauss-Kahn D.	p.2
Lévy M.	p.9	Witkiewicz L.	p.4
Lizurey R.	p.6	Weinberg S.	p.8
Louvet J.	p.8	Zajdenweber A.	p.1
Louvrier F.	p.9	Zaoui M.	p.3
Macron E.	p.1	Zaoui Y.	p.6

ENQUÊTE LE « PACTE DE CORRUPTION » (FIN)

Voici les derniers chapitres de notre série sur le *Pacte de corruption* qui explique en grande partie l'absence d'opposition à Emmanuel Macron et l'actuel blocage de la vie politique en France, « tout Paris ayant été loué » comme le résume parfaitement la formule d'Arnaud Montebourg. Ce numéro constitue la dernière partie du volet économique de notre *Vrai visage d'Emmanuel Macron* (F&D 492 à 503).

Les dessous de la vente d'Alcatel-Lucent

« Exécutée » alors qu'Alcatel-Lucent était financièrement assaini et commençait à peine son redressement, la vente à vil prix de la totalité de ses actifs au finlandais Nokia en avril 2015 a vu disparaître l'ancien géant français des télécoms. Son siège fut transféré à Helsinki avec passage sous pavillon étranger de son portefeuille conséquent de technologies innovantes, notamment dans le numérique. Le flou est savamment entretenu quant au devenir d'Alcatel Submarine Networks, une filiale plus que stratégique car elle constitue le leader mondial de la fabrication et de la pose des câbles sous-marins par lesquels passent 98 % du trafic Internet mondial.

Depuis lors, malgré la promesse d'un maintien des centres de recherche, Nokia semble bien décidé à abandonner la France comme en attestent les multiples plans de suppressions de postes. En moins d'un an, c'est donc la quasi-totalité d'Alcatel-Alstom, l'ancien empire français des télécoms, de l'énergie et du ferroviaire, qui aura été bradé par **Emmanuel Macron** (et son indéboulonnable duo de conseillers pour les questions énergétiques et industrielles composé d'**Alexis Kohler** et d'**Alexis Zajdenweber**) et ce, dix-huit mois avant son accession à l'Élysée.

Comme pour Alstom, la vente d'Alcatel fut promue comme une réponse à l'impératif de la « taille critique » et comme une étape indispensable à la « création d'un champion européen des télécoms à même de concurrencer

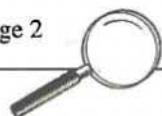
les Chinois ». Cet argumentaire, concocté par **Bernard Sananès** pour l'Institut CSA que nous révélons en exclusivité, fut récité de concert par les principaux manœuvriers de l'opération à savoir Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, mais aussi **Michel Combes**, alors directeur général d'Alcatel-Lucent et les frères **Zaoui**, mystérieux rois de l'intermédiation financière et des fusions et acquisitions...

Michel Combes

Depuis le dopage final d'Alcatel-Lucent, le parcours de Michel Combes ressemble à s'y méprendre à une longue série de rétributions pour le travail accompli... Et raconte en pointillé les grandes manœuvres dans les câblo-opérateurs, les télécommunications et les nouvelles technologies accompagnant l'expansion à marche forcée du mondialisme (*Great Reset*). Il se murmure ces derniers mois qu'il pourrait prendre la tête d'Orange sur laquelle il lorgne depuis des années...

Né le 29 mars 1962 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), fils d'un ancien directeur général de la SEITA (tabac), cet X-Télécom a fait l'essentiel de sa carrière dans les télécommunications, avec des passages au ministère de l'Équipement (conseiller technique des socialistes **Paul Quilès** et **Jean-Louis Bianco** et du centriste **Bernard Bosson**) et un détour chez Nouvelles Frontières comme vice-président exécutif (1999-2001). Des années après avoir commencé sa carrière chez France Télécom à la direction des affaires industrielles aux États-Unis, il suit, en 1998,

(Suite page 2) >>>



ENQUÊTE

>>(suite de la page 1)

le programme *Young Leaders* de la French-American Foundation (FAF). Il en est aujourd'hui membre du Centre d'études et de prospective stratégique.

Lors de sa cooptation par la FAF, il occupe la direction générale de Globecast (ex-SERTE, groupe France Télécom) tout en étant chargé du développement de Télédiffusion de France (TDF) dont il deviendra plus tard le PDG. Fin 2002, il est appelé par Thierry Breton lors du sauvetage de France Télécom, devenue en un rien de temps la deuxième entreprise la plus endettée au monde, cinq ans après son introduction en bourse voulue par le ministre de l'Économie d'alors, Dominique Strauss-Kahn; introduction en bourse suivie d'une série de rachats hasardeux menés tambour battant par Michel Bon, le PDG de France Télécom, « conseillé » par Rothschild & Cie. Quand Michel Combes devient directeur financier de France Télécom (perte de la minorité de blocage de l'État dans l'opérateur), les salariés paient l'addition avec un plan drastique de réduction des coûts et d'amélioration de la performance; le tristement célèbre programme TOP à l'origine du désastre social en interne.

Débarqué par Didier Lombard en 2006, il revient malgré tout à la tête de TDF qu'il laissera, deux ans plus tard, criblée de dettes: LBO, paris technologiques hasardeux tels que le WiMax ou la TV mobile personnelle, etc. En 2008, il prend la direction générale de Vodafone Europe au Royaume-Uni. Là, il se fait remarquer en vendant les 44 % du groupe britannique dans SFR à Vivendi, pour 7,95 milliards d'euros en avril 2011 avant d'annoncer dans la foulée son recrutement à la tête de SFR. Mais ce transfert chez l'opérateur qu'il vient de vendre (du jamais vu) ayant fait scandale, « le mercenaire des télécoms » (*L'Obs*, 13 octobre 2016) rejoint finalement Alcatel-Lucent dont il orchestre la revente à la sauvette au printemps 2015 (avec la complicité du ministre de l'Économie Emmanuel Macron) au finlandais Nokia après avoir procédé, en deux ans, à plus de 10000 licenciements.

Entre-temps, il a été coopté, en 2010, au club d'influence Le Siècle puis a intégré, en 2013, le dispositif de Patrick Drahi en vue du rachat de SFR par Numericable (porté en sous-main par Carlyle, Cinven et Rothschild). Une fois actée la vente d'Alcatel à Nokia, et à peine empoché un premier parachute doré avoisinant les 8 millions d'euros (le premier montant envisagé – 14 millions d'euros – ayant suscité une levée de boucliers au sein des organisations patronales), il est intronisé PDG de SFR par Patrick Drahi (suppression de 5000 emplois sur 15000, soit un tiers des effectifs) et directeur des opérations d'Altice. Il bénéficie d'une prime de bienvenue en stock-options de 100 millions d'euros avec en sus la résidence fiscale en Suisse. Parallèlement à son changement de statut social, ce flambeur épouse, en secondes noces (et sous le régime de la séparation de biens...), la jeune pianiste Christie Julien.

Fin 2017, il quitte SFR empochant au passage un second parachute doré de 12,64 millions d'euros. Michel Combes qui a intégré entre-temps le conseil consultatif de Richard Attias & Associates, l'agence du « roi de l'événementiel » Richard Attias, rejoint le Kansas pour prendre la présidence de l'opérateur mobile Sprint et le revendre à T-Mobile afin de mettre le nouvel ensemble au service d'Altice USA dans le cadre de l'implantation de Patrick Drahi aux États-Unis. En 2020, avec un paquet d'actions évalué à 60 millions de dollars (cf. *Le Nouveau jackpot de Michel Combes*, *Capital*, 12 octobre 2020), le désormais résident fiscal américain

rejoint, comme le prévoyait son contrat, SoftBank, l'actionnaire majoritaire de Sprint, en tant que président de SoftBank International Group.

Aujourd'hui installé à Miami (Floride), il est plus que jamais en cour à Paris, multipliant, via le Vision Fund de SoftBank, les investissements tonitruants (Sorare dans les jeux en ligne, Vestiaire Collective dans le dépôt-vente sur Internet, Swile pour le paiement sans contact, etc.) dans la French Tech, le label des start-up françaises arrosé à grands frais par des fonds publics (Caisse des Dépôts et Consignations, Bpifrance, etc.) et véritable lubie d'Emmanuel Macron à qui l'activisme de SoftBank ne semble pas poser le moindre problème. Et pourtant...

Rappelons que SoftBank est dirigée par le raider nippon Masayoshi Son dit « Masa », né Son Jeong-ui, Coréen formé aux États-Unis et naturalisé japonais en 1990. Masayoshi Son est représenté à la Commission Trilatérale par Bruce Andrews, directeur des affaires publiques mondiales de SoftBank, précédemment secrétaire adjoint au commerce de l'administration Obama (2014-2017). Adossée à 60 milliards de dollars venus d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, SoftBank s'est distinguée ces dernières années en jouant un rôle de premier plan dans la fameuse « bulle des licornes » (type Uber), ayant notamment investi 10 milliards de dollars dans WeWork, le « kibboutz capitaliste » de l'escroc israélien Adam Neumann qui clamait « révolutionner le monde du travail » grâce au coworking jusqu'à l'effondrement de cette bulle basée sur du vent et sa chute vertigineuse en 2019. On consultera sur le sujet le *Wall Street Journal* du 18 septembre 2020 ainsi que l'enquête édifiante de Gabriel Sherman traduite dans l'édition française de *Vanity Fair* en avril 2020.

En plus de son activisme au sein de la French Tech et de son jeton au conseil d'administration de Philip Morris, Michel Combes vient de lancer à la bourse d'Amsterdam Odyssey Acquisition, un SPAC (*Special purpose acquisition company*) de 300 millions d'euros dans le secteur des biotechnologies porté par le Great Reset. Outils à la mode chez les spéculateurs financiers, les SPAC sont des fonds dits de « chèques en blanc » car leurs structures sont vides, leurs levées de fonds s'effectuant via leur introduction en Bourse...

Le lancement d'Odyssey Acquisition est apparu comme une véritable reconstitution de ligue dissoute, Michel Combes s'étant associé pour l'occasion au Québécois Jean Raby, transfuge de Goldman Sachs et ancien directeur financier d'Alcatel-Lucent (27000 brevets d'Alcatel-Lucent avaient été gagés à Goldman Sachs lors d'un prêt de 2 milliards d'euros), à Olivier Brandicourt, l'ancien patron de Sanofi passé depuis lors chez Blackstone (le fonds de Stephen Schwarzman) mais aussi aux frères Michaël et Yoël Zaoui, champions de l'intermédiation financière avec qui Michel Combes avait vendu Alcatel-Lucent au finlandais Nokia (15,6 milliards) via leur banque d'affaires, Zaoui & Co.

À la même époque, les frères Zaoui sont également intervenus, aux côtés de Rothschild & Cie, comme « conseils » du PDG de Lafarge, « leur vieil ami Bruno Lafont » (*Financial Times*, 23 mai 2015) dans la coulisse de la dissolution du cimentier français au sein du suisse LafargeHolcim en 2014; un autre de ces « méga-deals » survenus dans le sillage de l'« ascension programmée » d'Emmanuel Macron (nous y reviendrons). Totalement inconnus du grand public, les frères Zaoui sont apparus dans nombre de



ENQUÊTE

grosses opérations des trente dernières années et occupent une position tout à fait particulière au sein de l'establishment financier international.

Les frères Zaoui

Michaël et Yoël Zaoui sont nés au Maroc, respectivement le 30 décembre 1956 à Fès et le 11 janvier 1961 à Casablanca. Munis de passeports français, cette fratrie, qui opère depuis Londres et New York, commence à faire parler d'elle au tournant des années 2000 car, à de multiples reprises, elle se retrouve à la table des négociations entourant les plus gros *deals*, chaque frère représentant une des deux parties. En effet, mandaté en tant que patron du département de fusions et acquisitions pour l'Europe de Morgan Stanley, Michaël Zaoui fait face à son frère cadet Yoël qui occupe le même poste chez Goldman Sachs.

« Sur leurs conseils, TotalFina avala Elf (1999), Alcan ne fit qu'une bouchée de Péchiney (2003), Sanofi absorba Aventis (2004), Pinault-Printemps-Redoute mit la main sur Gucci (2004) et Mittal s'empara d'Arcelor (2006). À première vue, ces opérations historiques n'avaient aucun point commun, sinon la démesure des sommes engagées – 176 milliards de dollars au total » (*Les Très chers frères Zaoui*, *Vanity Fair*, décembre 2013). « Il est indéniable que leurs liens familiaux ont permis de s'épargner les précautions de toutes sortes qui ralentissent les *deals* » rapportait, dans un doux euphémisme, *Le Point* (23 avril 1999) pour décrire un fonctionnement pour le moins problématique qui n'est pas sans rappeler celui des frères Immelt ou des frères Attali croisés dans nos précédents chapitres du *Pacte de corruption*.

« Leurs maîtres-mots : profits monstrueux et omerta de plomb. [...] L'an passé, dans la version Internet du quotidien financier *Financial Times*, Juliana Ratner signe un article intitulé *Michaël et Yoël Zaoui : brothers bank on similar careers*. Elle y relate en outre le refus des deux frères et de leurs employeurs de donner une quelconque interview. [...] Ce que l'on sait d'eux se résume à une longue litanie rythmée par des chiffres à neuf zéros et par quelques éléments anecdotiques sur leurs vies privées. [...] Les informations les concernant sont distillées au compte-gouttes par les attachées de presse aux ordres, qui agissent comme si la notoriété, pour un banquier qui manipule des milliards, était une maladie honteuse. [...] Les banquiers anglo-saxons qui tiennent les rênes du milieu et les cordons de la bourse ont sûrement saisi l'intérêt d'avoir dans leurs rangs des conseillers locaux [sic] pour s'occuper des dossiers hexagonaux, qui s'ils n'étaient pas d'une importance capitale il y a quelques années, sont devenus aujourd'hui des portefeuilles non négligeables. [...] En coulisse, les maîtres du jeu sont bel et bien les banques d'affaires qui, moyennant une commission, se chargent de tous les détails de la transaction ou mènent l'offensive. [...] Les frères Zaoui sont aujourd'hui deux des plus flamboyants représentants de ces taupes de la finance. De par leur incroyable efficacité et les milliards qu'ils peuvent gérer en une seule transactions » (*Le Magazine de l'Optimum*, n° 42, avril 2001).

Issus, par leur père, d'une lignée de bijoutiers du *mellah* (ghetto) de Fès et d'une famille de propriétaires terriens par leur mère, ils sont les fils de Violette Cohen, institutrice et de Charles Zaoui, fonctionnaire international. Après ses études de droit à Paris, Charles Zaoui a intégré la haute fonction publique marocaine dans l'ombre du futur président du conseil Abdallah Ibrahim, dirigeant successivement la conservation foncière du Royaume

du temps du protectorat puis le service chargé de percevoir les droits et les taxes d'enregistrements. En 1964, les Zaoui quittent Rabat pour s'installer d'abord à Rome où Charles Zaoui entre à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) puis, en 1977 à Paris, quand ce dernier rejoint l'UNESCO.

Ses fils ne dérogent pas à la tradition marocaine des juifs de cour. Ainsi Michael Zaoui a-t-il été élevé en juillet 2014 par Mohamed VI au grade d'officier dans l'ordre du Trône (*Wissam al-Arch*) au titre de la fratrie. Depuis décembre 2019, Michaël Zaoui, « banquier star de Mohamed VI » (*Z comme Zaoui, Jeune Afrique*, 1^{er} juin 2020), a intégré la Commission pour le nouveau modèle de développement, un organisme rattaché au cabinet royal, destiné à aiguiller la politique économique du Maroc.

Ancien du Lycée Chateaubriand, le lycée français de Rome, Michaël Zaoui est diplômé de Sciences-Po Paris (Service public, 1976) et d'un DESS de droit à la Sorbonne. Il complètera sa formation avec un MBA à Harvard mais il n'a nullement été « formé à la Harvard Business School » comme cela est partout rapporté. Il épouse, le 28 juin 1995, Anna Benhamou, cofondatrice de The Invisible Collection (vente de meubles). Entre-temps, il commence non pas chez Morgan Stanley en 1986 à New York comme cela est écrit dans la plupart de ses biographies mais comme attaché de direction de la Banque Rothschild à Paris avant la nationalisation (1978-1981). Consultant en stratégie au MAC Group à Londres (1983), il entre trois ans plus tard chez Morgan Stanley à New York en tant que vice-président alors que la déréglementation financière amorce le boom des fusions-acquisitions.

Une fois formé par Robert Greenhill, il rejoint Morgan Stanley à Londres comme *executive director* (1991), *managing director* (1994), *coresponsable* (1997) puis *responsable* (1999) des activités de fusions-acquisitions pour l'Europe. En 2008, lors de la crise financière, il quitte Morgan Stanley pour s'établir en tant que « consultant indépendant » avant d'être rejoint, en 2013, par son frère Yoël Zaoui.

Passé par les lycées Chateaubriand à Rome puis Janson-de-Sailly à Paris, Yoël Zaoui est diplômé d'HEC où il s'est lié à l'expert financier controversé Marc Fiorentino dont il sera le témoin lors de son premier mariage avec Françoise Sarfati. Titulaire d'un DEA de Finance de l'Université Paris-Dauphine et d'un MBA de Stanford, Yoël Zaoui commence comme auditeur chez Arthur Andersen à Paris en 1983 avant d'intégrer le département des fusions et acquisitions de Goldman Sachs à New York (1988) puis à Londres (1990). Calquant celle de son frère, sa carrière sera fulgurante puisqu'il sera successivement promu vice-président (1992), responsable des fusions et acquisitions en France (1996), administrateur délégué (1997), associé-gérant (1998), coresponsable (2004-2006) puis responsable (2006-2011) des fusions et acquisitions pour l'Europe, coresponsable mondial des fusions-acquisitions (2011-2012), ayant intégré au passage le comité de direction générale du groupe Goldman Sachs (2008-2012) lorsque la banque fut mise en lumière avec la crise de 2008 pour avoir spéculé sur l'effondrement des produits financiers de type *subprimes*. « Fervent partisan de la mondialisation, défenseur du libéralisme sans entraves autant que des gros bonus » (*La Banque*, Marc Roche, Albin Michel, 2006), Yoël Zaoui est ou a été membre du comité consultatif de l'Université Stanford (Californie).

(Suite page 6)>>



DOCUMENT

Nom de code ATLANTA: l'ombre de Bernard Sananès

Voici en exclusivité quelques extraits du document interne organisant la communication de la vente « surprise » d'Alcatel-Lucent au finlandais Nokia. Daté du 18 mars 2015, ce document a été réalisé par l'Institut CSA, alors piloté par Bernard Sananès. Issu du journalisme, ce dernier a envisagé un temps une carrière politique (il fut notamment secrétaire général des Jeunes démocrates sociaux) avant de se recycler dans la communication chez Euro RSCG aussi bien auprès des grandes entreprises (introduction en bourse d'EDF) que d'hommes politiques de la fausse droite (Dominique de Villepin, Xavier Bertrand, Valérie Pécresse, etc.), le tout, dans un savant mélange des genres (son portrait est disponible dans le n° 433 de *Faits & Documents*). La relation entre Bernard Sananès et Michel Combes est ancienne, comme le suggère la présence de ce dernier, en 2009, à la cérémonie de remise de l'insigne de l'Ordre national du Mérite au communicant par Laurent Wauquiez.

En ce mois de mars 2015, la mise en place de la stratégie entourant la vente furtive d'Alcatel-Lucent à Nokia

intervient à un moment charnière de la carrière de Bernard Sananès. Dans la foulée, il échoue dans sa tentative de racheter l'Institut CSA à Vincent Bolloré, avant de lancer trois mois plus tard l'Institut Elabe qui portera, dans son versant sondagier, l'Opération Macron, via un système de partenariats et de contenus « clefs en main » avec les médias rachetés parallèlement par Bernard Arnault et par Patrick Drahi pour porter Emmanuel Macron à l'Élysée. La participation de Bernard Sananès à la vente d'Alcatel-Lucent a-t-elle été un préalable à son intégration à l'Opération Macron? Dans les documents ici reproduits, pour garantir le secret pendant les préparatifs, Alcatel a pour nom de code ATLANTA et la vente à la sauvette est baptisée *Projet Boston*. Outre les techniques de manipulation de l'opinion publique et l'enfumage habituel sur la constitution d'un « géant européen des télécoms » et le maintien de l'« ancrage en France », le document confirme la complicité des pouvoirs publics et la connivence intégrale avec la grande presse, devenue au fil des ans un simple relais des agences de communication.



Projet Boston

SEQUENCE DE COMMUNICATION

18 mars 2015

Contexte

Depuis près de deux ans le groupe ATLANTA est engagé dans un plan stratégique d'ampleur. Celui-ci doit permettre au groupe d'accomplir un repositionnement de son activité pour en faire un spécialiste des réseaux IP, du Cloud, et de l'Accès très haut débit. Cette vision industrielle forte a dicté l'ensemble des décisions prises par le groupe dans le cadre du plan Shift.

En deux ans, un plan social exigeant a été initié, le groupe s'est désendetté, le repositionnement est largement engagé et le groupe a repris sa marche en avant commerciale en signant d'importants contrats et des accords de partenariats majeurs. Dans la période, le cours du titre ATLANTA est passé de 1,3€ à 3,7€.

Si les spécialistes et notamment les analystes financiers n'ignorent pas que la question de la taille du groupe reste posée, les leaders d'opinion "généralistes" et une partie de l'opinion publique peuvent à l'inverse avoir le sentiment que le redressement du groupe est tel que le groupe assaini pourrait aujourd'hui poursuivre seul.

Ceci intervient dans un contexte marqué à la fois par la dureté de la crise économique en France et en même temps par quelques signes d'amélioration de la conjoncture sur lesquels l'exécutif veut s'appuyer pour convaincre de sa politique.

C'est pourquoi la communication devra répondre à trois enjeux :

- ✓ Passer de la surprise à l'évidence, de la déception à l'ambition : la meilleure solution pour ATLANTA / un géant européen des télécoms
- ✓ Démontrer la cohérence de l'action menée par le management : depuis Shift jusqu'au rapprochement, la volonté de donner un avenir à ATLANTA et la même stratégie industrielle de spécialisation sur les technologies de nouvelle génération
- ✓ Rassurer sur l'ancrage en France

Pour y faire face nous avons précisé 3 objectifs clefs afin de réussir la séquence d'annonce :

1. Prendre l'initiative en devançant les critiques et les craintes éventuelles -> attention à un calendrier distendu en termes de communication
2. Déployer fortement les messages et s'assurer de leur cohérence -> créer une séquence de communication forte et rythmée



DOCUMENT

3. Constituer un réseau d'ambassadeurs et de soutiens -> stabiliser quelques messages clés

Nos conditions de succès :

- ✓ Démontrer la pertinence du projet et sa cohérence dans la durée
 - > démontrer qu'il y a continuité stratégique et qu'Atlanta n'a jamais fait du stand alone un axe de son redressement
- ✓ Donner une voie de sortie politique au gouvernement
 - > pré-définir le rôle des pouvoirs publics dans la définition du projet industriel et anticiper sur les concessions qui pourraient leur être accordées au (exemple : cotation au CAC 40 qui ne serait pas annoncée au départ)
 - > clarté sur les enjeux légaux associés : décret, Europe
- ✓ Ne pas communiquer seul
 - > caler le dispositif de communication avec Boston et définir le rôle respectif des 2 entreprises au lancement et dans les 2 premières semaines (ainsi que vérifier leurs propres obligations d'information : internes ; vis-à-vis de leur Gouvernement...). Au-delà, privilégier une communication commune depuis la France : comme dans le cas GE-Alstom, le rachat d'un actif stratégique français et les risques sur l'emploi doivent conduire l'acheteur à donner des gages sur le sol national. C'est pourquoi nous préconisons une **conférence de presse à Paris** et une gestion du dossier évidemment menée en commun (communiqué, photo, etc.).
 - > communiquer via un réseau de soutiens extérieurs

J-1 :

Interne :

- Call au top management ALU + transmission des kits de communication + brief sur la méthode d'information des équipes (embargo, etc.)
- Réunion de CE fin de journée ? (pour limiter la période de flou avant le CP)

Relations Presse :

- Fin de matinée : Rencontre Les Echos (D. Barroux et N. Barré) avec Michel Combes + FT ou WSJ ? > article sous embargo : *Raconter l'ambition du projet, l'inscrire en cohérence avec Shift, démontrer qu'il est le seul permettant d'assurer la pérennité du groupe etc...*
- Fin d'AM : RDV avec 2-3 éditorialistes audio visuels sous embargo (voir cartographie)

Institutionnel :

- Appel par le management du groupe au TOP 20 des décideurs (entre 21h et le lendemain)
- Information des autorités : US (PA/TK) ; Chine (PG, LAM) ; Europe (PA)

Jour J :

Interne :

- Envoi d'un message de la Direction à tous les salariés (mail à 7h00) renvoyant sur un call (à 9h30 ou 10h)

Relations Presse :

- Parution Article dans Les Echos/media international
- Envoi du communiqué commun (7h Heure de Paris)
- Briefing Agences 7h15
- Réunion Analystes 8h30
- Conférence de presse 10h30
- Follow-up et ITW (médias financiers, internationaux et PQN économique)

Institutionnel :

- Portage de la note blanche aux cibles décideurs (entre 6h et 8h) et clients
- Contacts institutionnels par CSO/PA : UE, Allemagne, Italie, Belgique, autres (en fonction de présence commerciale et R&D notamment)

Clients

- Contacts avec les 10 principaux clients (les plus impactés)

Digital :

- Tweet des messages clefs pendant la conférence de presse
- Community management pour répondre en ligne aux réactions ou fausses infos

Interne :

- Réunion des dirigeants (TOP 200) avec leurs équipes pour cascader l'information



DOCUMENT / ENQUÊTE

J+1 :

Relations Presse :

- ITW de Michel Combes dans une matinale (Europe 1 dans l'idéal)
- Interview de Michel Combes dans le Financial Times
- Tribune d'un économiste dans Le Figaro pour défendre le projet et plus globalement l'idée de géants européens pour répondre à la concurrence

Institutionnels

- Suivi des contacts/RDV (medef, Gitep, etc.)

Clients

- Suivi des contacts

J+2 :

Interne :

- Organisation de réunions d'information
- Déplacement de Michel Combes à Lannion et Villarsaux

Relations Presse :

- Entretien de Michel Combes avec la PQR à l'occasion des déplacements (Ouest France et Le Parisien)
 - Défendre l'ancrage français du groupe et valoriser la R&D
- Décryptage dans un hebdomadaire sur les coulisses de l'accord
- Entretien croisé entre les dirigeants des 2 groupes dans le JDD

Institutionnel :

- La Commission des Affaires économiques souhaitera sans doute auditionner les dirigeants

>>(suite de la page 3)

Implantés dans l'establishment financier international, les Zaoui sont étroitement liés aux frères Attali : « On dîne régulièrement ensemble, mon frère Bernard, les deux Zaoui et moi » (Jacques Attali, *Le Monde*, 1^{er} juillet 2006). En 2010, Bernard Attali et Michaël Zaoui rejoindront, en qualité d'administrateurs indépendants, le conseil d'administration d'*International Power* après sa fusion avec *GDF Suez* sous l'égide de *Rothschild & Cie* (Grégoire Chertok), de *Goldman Sachs* (Yoël Zaoui) et de *BNP Paribas* (Thierry Varenne).

Outre David de Rothschild qui l'a fait débiter, Michaël Zaoui est étroitement lié à l'avocat d'affaires Jean-Michel Darrois avec qui il siège au conseil d'administration de la SICAV luxembourgeoise *Decalia*. Dans le petit Paris de la finance, les frères Zaoui sont notoirement proches d'André François-Poncet, descendant par son père du diplomate André François-Poncet, ambassadeur de France à Berlin entre 1931 et 1938, et par sa mère d'Arthur Sachs, associé-principal et héritier de la banque américaine *Goldman Sachs*. Président, depuis 2018, du directoire de *Wendel* (les François-Poncet étant alliés aux *Wendel* par l'intermédiaire des *Mitry*), ce dernier, passé chez *Morgan Stanley* avec Michaël Zaoui, est connu pour ses réceptions où se pressent Valérie Pécresse, Richard Lizurey, le directeur général de la Gendarmerie nationale ou encore Thomas Buberl, le directeur général d'*AXA* (cf. *Challenges.fr*, 3 avril 2021).

L'engagement communautaire de Michaël Zaoui a été mis en lumière lors de sa participation au *Saban Forum*, un grand raout organisé en novembre 2007 par l'homme d'affaires

américano-israélien Haïm Saban (principal importateur des séries japonaises en Occident, gros pourvoyeur de fonds de l'AIPAC, le lobby sioniste au Congrès, des *Friends of the Israel Defense Forces* et du Parti démocrate) pour réunir les establishments politiques israéliens et occidentaux au sein de la *Brookings Institution* (mondialiste). Plus tôt, le nom de Michaël Zaoui était apparu aux côtés de celui de Sydney Ohana (le chirurgien esthétique du gotha) ou du sulfureux Dominique Romano (qui vient de reprendre coup sur coup *Radio J* et *Actualité Juive* avec Marc Eisenberg) parmi les membres fondateurs de la *Fondation France-Israël*, lancée en 2005 par Jacques Chirac et Ariel Sharon. Cette fondation est aujourd'hui présidée par Muriel Haïm, ancienne du service de communication de *Sanofi*, passée responsable des stratégies prix et remboursement au niveau mondial chez *Merck & Co*, actuellement administratrice de *Neovacs*, une « biotech » spécialisée dans les vaccins.

Conseiller du commerce extérieur de la France au Royaume-Uni, Michaël Zaoui est membre des principaux clubs privés londoniens (*Annabel's*, *Harry's Bar*, *5 Hertford Street*, *Oswald's* et *Mosimann's*) et siège aux conseils d'administration de la *Serpentine Gallery* et du *Southbank Centre* (*Royal Festival Hall*). Aux États-Unis, il est membre du conseil consultatif du *Global Leaders Program* et siège au conseil international du *Belfer Center* de la *Kennedy School* de *Harvard* (l'ENA américaine). Il est administrateur du *GED*, le principal groupe de presse italien de centre-gauche dernièrement racheté par la famille Agnelli à Carlo De Benedetti, groupe chapeautant, entre autres, *La Repubblica*, *La Stampa*, *L'Espresso*, *HuffPost Italia*, etc.



ENQUÊTE

Si l'étendue de leur fortune est inconnue, la presse spécialisée a évalué à 15 millions d'euros les bonus perçus par **Michaël Zaoui** pour la seule année 2006. Cette année-là, il a fait l'acquisition pour 10 millions de dollars d'un appartement de 290 m² au 15 Central Park West à New York, dans un immeuble luxueux construit par le magnat israélien de l'immobilier **Eyal Ofer**. Sur les bords de la Tamise, il est aussi propriétaire d'une *townhouse* au cœur de Chelsea, sur The Vale, l'une des rues les plus huppées de Londres. La *razzia* sur l'appareil productif français (**Arcelor**, **Pechiney** et **Alcatel** en l'occurrence) n'ayant pas produit que des « sans dents » (**François Hollande**), des « résignés réclameurs » (**Jacques Attali**) et des « Gaulois réfractaires » (**Emmanuel Macron**), **Yoël Zaoui** a pu s'offrir, en novembre 2018, un nouvel appartement à New York dans le flambant neuf 520 Park Avenue, pour 25,9 millions de dollars.

« Juste un peu imbus d'eux-mêmes » (*Financial Times*, 23 mai 2015), les frères Zaoui se sont donc finalement associés en janvier 2013 au sein de **Zaoui & Co**, leur banque d'affaires dans les fusions-acquisitions basée à Hill Street dans le quartier londonien de Mayfair mais qui est chapeautée par **Zaoui & Co S.A.**, une société immatriculée au Luxembourg. Additionnant leurs carnets d'adresses, ils comptent parmi leurs clients connus le géant de l'aluminium **Alcan**, la maison de couture de **Tom Ford**, le fonds **Carlyle** – étroitement lié à la **CIA** – comme pour le rachat des activités E&P d'**Engie**, **FFP**, la holding de la famille **Peugeot** (entrée de **Dong Feng** puis fusion – 48,4 milliards de dollars – entre **PSA**, conseillé par **Jean-Marie Messier** et **Fiat Chrysler**), la famille **Bettencourt-Meyers** (rachat des actions de **L'Oréal** à **Nestlé** en février 2014), **SoftBank** (vente en septembre 2020 pour 40 milliards de dollars du fabricant de puces britannique **Arm**), **Sir Andrew Witty**, le patron de **GSK**, la plus grande des « Big Pharma » britanniques, lors du *deal* avec **Novartis** (57 milliards de dollars), etc.

Au Maroc, **Zaoui & Co** est intervenue, en 2016, dans la restructuration du partenariat entre **LafargeHolcim** et la holding du roi du Maroc **SNI** (actuel **Al Mada**) pour 3,6 milliards d'euros et leur nom apparaît dans les manœuvres entourant la **Société anonyme marocaine de l'industrie du raffinage** (**SAMIR**).

Dans leurs *deals*, les frères Zaoui opèrent traditionnellement en liaison avec **Pierre-Yves Chabert** qui truste nombre de grosses affaires depuis le bureau parisien de **Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton** où il a fait l'intégralité de sa carrière depuis 1988. Né le 1^{er} mars 1962, cet auvergnat, formé à la **Harvard Law School**, a notamment été à la manœuvre lors de l'OPA de **TotalFina** sur **Elf-Aquitaine**, de **BNP** sur **Paribas** (1999), de l'entrée en bourse de **Gaz de France** (2005), de l'OPA de **Mittal** sur **Arcelor** (2006), de **BNP Paribas** sur **Fortis** (2009), etc. Sans doute naïvement, c'est à Pierre-Yves Chabert, « l'orfèvre des fusions sans frontières » (*L'Expansion*, 1^{er} avril 2011), qu'**Arnaud Montebourg** avait confié la rédaction du « décret patriotique » du 14 mai 2014 qui devait bloquer la vente d'**Alstom** à **General Electric**...

Alstom/GE : « Tout Paris était loué »

Les réseaux maçons

Dans son rapport final, la commission Marleix concluait au montant « extravagant » des honoraires payés pour l'opération, tant par **Alstom** que par **General Electric**, aux banques, aux consultants, aux cabinets d'avocats d'affaires, mais aussi aux agences de communication : « Le coût de l'opération pour **Alstom** s'est élevé à 262 millions d'euros. [...] Il est difficile d'imaginer que **GE** n'a pas mis autant d'argent sur la table ». Résumée par la formule d'**Arnaud Montebourg** « Tout Paris était loué », cette débauche de moyens démontre que le « Pacte de corruption n'a rien d'une conjecture, les preuves matérielles sont là » comme a pu l'affirmer **Frédéric Pierucci** (*Marianne*, 25 janvier 2019).

Dans cette location du Tout Paris, la présence du **Crédit Suisse** aux côtés de **General Electric** ouvre les portes des réseaux incarnés par **François Roussely**. Magistrat à la **Cour des Comptes**, ce dernier dirige alors la filiale française du **Crédit Suisse** (depuis 2005). Il en occupe de surcroît la vice-présidence pour l'Europe (depuis 2009). Ancien bras droit de **Pierre Joxe** au ministère de l'Intérieur puis au ministère de la Défense, propulsé par **Lionel Jospin** à la présidence d'**EDF** (1998-2004), **François Roussely** est considéré comme un « parrain des réseaux maçons dans le monde des affaires » (*Challenges*, 23 février 2019). Ne pouvant pas encore se passer des « réseaux Joxe » qui peuplent les secteurs de l'énergie et de la défense, **Emmanuel Macron** le traite personnellement à l'époque, en le consultant régulièrement sur ces dossiers.

A contrario, **Emmanuel Macron** consulte également **Jean-Marie Messier**, symbole déchu des années fric (portrait disponible dans le tome II de l'*Encyclopédie Politique Française* d'**Emmanuel Raftier**, *Facta*, 2005 et actualisé en 2016 dans le n° 409 de *Faits & Documents*). L'ancien chargé des Privatizations au cabinet **Balladur** devenu associé-gérant chez **Lazard Frères** a, depuis le crash de **Vivendi Universal**, retrouvé pleinement sa place dans le petit Paris des affaires grâce aux réseaux, essentiellement ceux de l'« Inspection » et du **Club des Cent** où il a été coopté, dès 1996, par **Jean-Louis Beffa**.

C'est d'ailleurs **Messier & Associés**, la « boutique » de fusions et acquisitions de Jean-Marie Messier qui, une fois achevé le dépeçage d'**Alstom**, recrutera **François Roussely** et son adjoint **Fady Lahame** qui, entre 2015 et 2018, « exécuteront » la cession par **EDF** de 49,9 % de **Réseau de transport d'électricité** (RTE) ainsi que le rachat de **Gemalto** par **Thales**. Alliance de la carpe et du lapin, cet attelage entre « J2M » et Roussely était pourtant loin d'aller de soi. Du temps où il dirigeait **EDF**, **François Roussely** s'était joint à **Henri Proglio** pour repousser les vues sur **Veolia** de Jean-Marie Messier alors aux manettes chez **Vivendi Universal**. Surpris par la puissance de feu de la riposte déployée par le duo Proglio/Roussely, Jean-Marie Messier avait organisé une médiation avec **Alain Bauer**, demandant benoîtement à l'ancien Grand Maître du **Grand Orient de France** s'il « était victime d'un complot maçonnique » (rapporté par **Sophie Coignard** dans *Un État dans l'État. Le contre-pouvoir maçonnique*, **Albin Michel**, 2009).



ENQUÊTE

Serge Weinberg, Alstom et l'ADIT

Depuis son siège parisien du quai Anatole-France, l'ADIT se présente comme le « leader européen » de l'« intelligence stratégique » et de la « diplomatie d'affaires ». Plus prosaïquement, l'ADIT fait du renseignement à l'international en liaison avec la DGSE pour le compte des entreprises françaises. C'est pourquoi, à l'origine, l'ADIT était un établissement public placé sous la double tutelle des ministères de la Recherche et des Affaires étrangères. Jusqu'à sa privatisation survenue en 2010. Sous l'égide de la banque Rothschild, l'ADIT est rachetée dans un premier temps par Walter Butler, un investisseur traditionnellement lié à la DGSE.

Lorsqu'il fut demandé à Frédéric Pierucci s'il avait reçu un soutien des services secrets français avant, pendant ou après son incarcération, sa réponse fut négative (cf. *Alstom: la France vendue à la découpe?*, Frédéric Pierucci, 8 juillet 2019). Donc officiellement, à aucun moment, la DGSE ne lui aurait fourni l'assistance, ni même la formation préalable qu'auraient nécessité ses fonctions au sein d'Alstom. Devant la commission Marleix, Arnaud Montebourg a rapporté que la communauté française du renseignement avait été totalement inutile face à General Electric, et n'avait fourni aucune assistance pour défendre Alstom contre l'offensive du DoJ. Aussi Claude Revel, déléguée interministérielle à l'intelligence économique entre mai 2013 et juillet 2015, a-t-elle publiquement reconnu ne pas avoir été avertie par la DGSE de l'arrestation de Frédéric Pierucci survenue un mois avant sa nomination.

Aucun soutien de l'ADIT à Arnaud Montebourg ou à Frédéric Pierucci dans l'affaire Alstom/GE n'est documenté, et le nom de la société regroupant les « James Bond français du Business » (*L'Expansion*, 1^{er} janvier 2004) n'apparaît que marginalement (une mention) lors des auditions de la commission Marleix. En fait, pendant le raid de General Electric sur Alstom, l'ADIT menait les négociations qui devaient aboutir à sa revente à Weinberg Capital Partners, le fonds de Serge Weinberg, avec l'aval de Bercy. Donc, *in fine*, d'Emmanuel Macron que Serge Weinberg avait parrainé lors de son intégration chez Rothschild & Cie en 2008 (cf. *F&D* 492).

Aujourd'hui président du conseil d'administration de Sanofi et président de Weinberg Capital Partners, administrateur de la puissante Association française des entreprises privées (AFEP, bien plus importante que le MEDEF), Serge Weinberg est sans doute une des personnalités les plus importantes du quinquennat d'Emmanuel Macron. À la manière de Grégoire Chertok, il agit toutefois en deuxième rideau, dans l'ombre, comme l'écrit Marc Endeweld: « Quand Macron a un problème, il passe par Weinberg qui se veut le nouveau parrain du capitalisme français, à la manière par le passé d'un Ambroise Roux ou d'un Claude Bébear ».

Dans ces précédentes fonctions, Serge Weinberg a fait figure de tour de contrôle de la maison Rothschild dans le secteur français du luxe, présidant pendant une

dizaine d'années le directoire de PPR (1995-2005), le groupe de François Pinault. Ayant fait docilement la campagne d'Emmanuel Macron comme propriétaire du Point, Pinault devait publiquement présenter ses plus plates excuses dans le JDD (24 juin 2018) pour avoir osé formuler la veille l'évidence dans *Le Monde*: « Macron ne comprend pas les petites gens ». Pourquoi cette contrition de la part d'un membre éminent (quoique simple Breton) du gotha patronal? Émettre la moindre critique à l'égard d'Emmanuel Macron relèverait-il du blasphème?

Si Serge Weinberg a toujours minimisé son influence dans le rachat de Boussac par Férinel (c'est-à-dire la construction de la carrière du falot Bernard Arnault), les relations entre les Arnault et les Weinberg se sont poursuivies à la génération suivante, puisque leurs fils, Antoine Arnault et Cédric Weinberg, sont partenaires de poker. Au retour des socialistes au pouvoir, Cédric Weinberg, ancien associé de Goldman Sachs (2003-2008), sera propulsé par Jean-Pierre Jouyet directeur d'investissement du Fonds de consolidation et de développement des entreprises de la Caisse des Dépôts et Consignations (un des plus gros salaires de la maison) avant de rejoindre, en janvier 2015, Weinberg Capital Partners, le fonds d'investissement de son père qui s'apprête alors à racheter l'Agence pour la diffusion de l'information technologique (ADIT).

Une fois l'ADIT absorbée, Serge Weinberg en confie la vice-présidence à un de ses hommes de main, Jérôme Louvet. De son côté, Serge Weinberg prend la présidence du conseil stratégique de la division Euro Advocacy qui, dans la « diplomatie d'affaires », tend à regrouper l'ADIT et ESL & Network, l'autre gros acteur de ce secteur clef dirigé par Alexandre Medvedowsky, issu, comme Weinberg, des cercles fabiusiens. C'est ainsi par exemple qu'en 2018 a rejoint inexplicablement ESL & Network Dorothee Stik, une ancienne du cabinet d'Emmanuel Macron à Bercy, devenue sa conseillère culture pendant la campagne présidentielle (avec nominations au conseil d'administration du Théâtre de l'Odéon et au conseil de surveillance d'Arte France à la clef). Depuis lors, cette dernière a été chargée de l'émission des « obligations vertes » par l'État, avant de rejoindre successivement Messier & Associés, la « boutique » de Jean-Marie Messier puis le bureau parisien de la banque JPMorgan. Ainsi va la Macronie...

En 2019, Serge Weinberg mandate la banque Lazard pour revendre l'ADIT à Parquest Capital, la franchise française de NN Group (ex-ING Private Equity), passée progressivement sous pavillon Rothschild entre 2014 et 2017 par l'intermédiaire du fonds de dette Five Arrows Principal Investments (un véhicule de Rothschild & Co), avec le renfort d'Idinvest (contrôlé par les David-Weill via Eurazeo) et de LGT Capital Partners, le véhicule de la principauté du Liechtenstein, le Monaco de la Mitteleuropa. Voilà comment en dix ans, l'ADIT, structure publique (et stratégique) du renseignement économique, aura été rendue impuissante avant de passer progressivement entre des mains étrangères, au service du cartel bancaire...



ENQUÊTE

Si **François Roussely** ouvre à **General Electric** les réseaux maçonniques de l'énergie et de la défense, la route vers Matignon porte le nom de **Stéphane Fouks**, patron d'**Havas** et membre du premier cercle de **Manuel Valls** depuis le pacte de Tolbiac (cf. *Le Vrai visage de Manuel Valls*, Emmanuel Ratier, *Facta*, 2014). Sur le rôle de Fouks à l'époque, *Libération* résume : « Il est le conseiller de **Jeff Immelt**, le patron de **General Electric** dans le dossier **Alstom**. Il a été aux côtés de **Patrick Drahi**, le PDG de **Numericable** pour le rachat de **SFR**, et enfin de **Bruno Lafont**, président du groupe **Lafarge** pour la fusion avec le suisse **Holcim** » (*Fouks en phénix*, *Libération*, 17 juin 2014). Sur le dossier **GE**, Fouks a mobilisé pas moins de trois *partners* :

– **Anton Molina**, journaliste de formation qui, avant de rejoindre **Havas**, fut un homme de main du binôme composé de **Rosine Lapresle-Tavera** et de **Laurence Parisot** dont il dirigea la communication au **MEDEF** (2007-2013). Depuis 2019, Anton Molina a pris la tête de **Plead**, un *spin-off* d'**Havas** qui gère la communication de crise de **Cyril Hanouna**, d'**AstraZeneca**, de **BNP Paribas**, du **Groupe des industries françaises aéronautiques et spatiales** (Gifas), etc. **Plead** a notamment servi de point de chute à l'un des plus proches conseillers d'**Emmanuel Macron**, **Ismaël Emelien** (cf. *F&D* 498) lui aussi « formé à l'école très maçonnique de Stéphane Fouks chez **Havas** » (*Challenges*, 23 février 2019).

– **Stéphanie Elbaz**, une spécialiste des levées de fonds qui s'occupe aujourd'hui de la communication de **Station F**, l'incubateur de start-up contrôlé par **Xavier Niel** (très actif via **Kima Ventures** dans la **French Tech**, à l'instar de **SoftBank**).

– **Michel Meyer Bettan**, vice-président exécutif d'**Havas**, il est le principal conseiller de l'ombre (*spin doctor*) de **Xavier Bertrand** depuis une vingtaine d'années (également très lié à **Gilles Boyer**, le binôme d'**Édouard Philippe**). Ayant intégré, en juin 2020, le conseil de surveillance de la **Fondapol** aux côtés de **Grégoire Chertok** (**GLNE**, **Rothschild & Cie**) et d'**Emmanuel Goldstein** (**GODF**, **Morgan Stanley**), Michel Bettan commença comme assistant parlementaire (1993-2002) de **Gilles Carrez**, député LR de la 5^e circonscription du Val-de-Marne avant d'être initié, le 14 mai 2008, au sein de la loge **Intersection du Grand Orient de France**.

Les réseaux cathos pour endosser le massacre

Côté **Alstom**, **Patrick Kron**, également membre de la **Fondapol**, est étiqueté plutôt à droite : la droite affairiste comme en atteste sa présence à la soirée du *Fouquet's* le soir de l'élection de **Nicolas Sarkozy** à la présidence de la République. Pour vendre **Alstom Énergie**, Kron s'est adjoint les services de **Publicis**, la puissante agence contrôlée par la riche héritière **Élisabeth Badinter** (généralement présentée par la presse comme une « philosophe féministe »).

Dans le cadre des opérations, c'est **Maurice Lévy**, alors président du directoire de **Publicis Groupe**, qui traite le dossier en personne. Il est épaulé par **Franck Louvrier**, actuel maire LR de La Baule-Escoublac (Loire-Atlantique), qui, après avoir géré les journalistes pour le compte de **Nicolas Sarkozy** pendant plus de quinze ans, s'est vu proposer la présidence de **Publicis Events** (2012-2018) et la vice-présidence de **Publicis Consultants** (2013-2018), tout en participant, dès 2012, aux

préparatifs de l'Opération Macron. C'est le même groupe **Publicis** qui, en décembre 2014, une fois l'opération bouclée, bombardera à la tête du **Women's Forum**, le « Davos féminin » d'**Élisabeth Badinter**, la présidente de **General Electric France**, **Clara Gaymard**.

Sur le rôle spécifique de **Clara Gaymard** dans l'affaire **Alstom/GE**, nous renvoyons nos lecteurs au n° 379 de *Faits & Documents* dans lequel figure le portrait détaillé de la fille du professeur **Jérôme Lejeune** (principale figure de proue du mouvement pro-vie), épouse de l'éphémère ministre de l'Économie **Hervé Gaymard**, réputée proche de l'**Opus Dei**, passée de la fonction de VRP de la France à l'étranger comme présidente de l'**Agence française pour les investissements internationaux**, au service des intérêts américains en prenant la tête de **GE France** (recrutée par **Jeffrey Immelt** en 2006 au **Forum de Davos**), puis propulsée coup sur coup à la vice-présidence de **GE International**, à la présidence de l'**American Chamber of Commerce** tout en étant intronisée trentième femme la plus influente au monde par le magazine *Forbes*, nommée administratrice de la **French-American Foundation** (FAF) et cooptée à la **Commission Trilatérale**.

Aujourd'hui codirigeante du fonds de placement **Raise**, administratrice de **Veolia**, de **Bouygues**, de **Danone**, de **LVMH**, etc., **Clara Gaymard** a quitté ses fonctions à la **Trilatérale** et à la **FAF**, comme si toute sa promotion dans les instances mondialistes n'avait eu pour finalité que d'amener cette incarnation paroxystique de la droite catholique et bourgeoise à endosser le dépeçage d'**Alstom**.

L'origine du pacte Macron-Sarközy ?

De Grégoire Chertok à **Clara Gaymard**, l'implication de la droite affairiste dans toutes ses composantes explique que, sur le coup, l'opposition LR n'ait pas exercé son « droit de tirage » au Parlement afin de demander, dès 2014, l'ouverture d'une commission d'enquête. Cette implication explique aussi, au moins en partie, l'inertie des cadres LR face au macronisme.

D'autant que **General Electric** avait pris soin de mandater parmi ses « conseils » juridiques **Claude & Sarközy**, la structure associant **Arnaud Claude** et **Nicolas Sarközy**, lequel s'était précédemment construit une image de « sauveur d'**Alstom** » lors des campagnes présidentielles de 2007 et de 2012. Une réputation très surfaite puisque **Nicolas Sarközy** avait simplement tiré les marrons du feu, l'intervention de l'État ayant en fait été préparée entre 2002 et 2004 par **Francis Mer**, son prédécesseur à Bercy (cf. *Ma Vérité sur l'affaire Alstom*, **Mario Monti**, *Le Figaro*, 23 mars 2007).

Notons ici que l'exposition d'**Arnaud Claude** dans le montage d'une coquille *offshore* pour l'acquisition de **Dar Gyucy**, le palais des Balkany dans la palmeraie de Marrakech (en liaison avec la conseillère consulaire LR **Geneviève Euloge**, également à la manœuvre dans la constitution du montage associant le financier **Guillaume Rambourg** et **Emmanuel Macron** pour le palais **Dar Olfa**), ou le fait que la défense médiatique de **Nicolas Sarközy** ait été assurée par son lieutenant **Olivier Marleix** lors de sa condamnation, en mars 2021, dans l'affaire des écoutes dites **Paul Bismuth** (écoutes caractérisant un « pacte de corruption » selon le terme choisi à dessein par la justice),

ENQUÊTE

constituent le versant ombragé du blocage de la vie politique française induite par l'équilibre des forces entre Emmanuel Macron et Nicolas Sarkozy. Avec pour partie immergée de l'iceberg les nominations d'Éric Dupond-Moretti à la Justice et de Gérald Darmanin à l'Intérieur, ce *gentlemen's agreement* (si l'on veut rester neutre) s'exprime également par la place primordiale occupée par la maison Rothschild dans les carrières d'Emmanuel Macron et de Nicolas Sarkozy ainsi que par le rôle de vigie sur leurs vies privées respectives joué par Michèle Marchand (Bestimage)...

Les cabinets d'avocats d'affaires

Quant aux cabinets d'avocats figurant aux côtés de Patrick Kron – pas moins de dix rien que pour Alstom selon les travaux de la commission Marleix – outre la présence plus que problématique d'Hogan Lovells et de Steve Immelt (cf. F&D 492) notons celle du cabinet new-yorkais Weil, Gotshal & Manges dont le bureau parisien est dirigé par Claude Serra, un des principaux avocats d'affaires de la place de Paris en matière de fusions et acquisitions. En 2017, Claude Serra jouera un rôle méconnu dans la campagne d'Emmanuel Macron : « Il y a plusieurs campagnes simultanées. L'officielle, et les plus officieuses. [...] les groupes thématiques rassemblant les experts chargés de plancher sur le programme du candidat sont tous cloisonnés. Une cellule de communication de crise est chargée de produire des notes pour le candidat, une autre se constitue avec plusieurs avocats sous la houlette de Claude Serra » (*Le Grand manipulateur*, Marc Endeweld, Stock, 2019).

Dans la même veine, Hugh Bailey, conseiller pour l'industrie d'Emmanuel Macron à Bercy lors des négociations, puis « conseiller en charge des restructurations et des financements export » lorsqu'une aide de 70,3 millions d'euros sera accordée par l'État à General Electric en 2016, deviendra directeur général de GE France en avril 2019 (un mois avant l'annonce de la suppression de plus de 1 000 emplois sur le site de Belfort), piétinant les règles les plus élémentaires du service de l'intérêt général et de la déontologie. Pour ce faire, « le pantoufleux de Belfort » (*L'Obs*, 27 juin 2019) a été intégré au corps des administrateurs civils à la faveur d'un décret présidentiel qui lui a permis d'esquiver un passage devant la commission de déontologie des militaires dont il relevait jusque-là.

Parmi les incongruités de l'affaire Alstom/GE, l'équipe de Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton menée par Pierre-Yves Chabert pour conseiller le gouvernement français, comprenait l'avocate Séverine Schrameck, fille d'Olivier Schrameck et épouse de Frédéric Rothenburger, lequel se distinguait en passant avec armes et bagages de conseiller participations de l'État à Bercy à la banque Lazard Frères en plein milieu des opérations.

Comme lors de la cession des actifs Taittinger à Barry Sternlicht (cf. F&D 493), l'accord final de vente de la branche énergie d'Alstom fut signé dans les locaux de Bredin Prat, le principal conseil juridique de General Electric. Cependant, Bredin Prat semble avoir joué un rôle ambigu comme le suggère l'erreur d'Arnaud Montebourg qui lui a attribué un rôle de conseil d'Alstom pendant son audition à l'Assemblée nationale : « Nous avons comprimé la discussion finale au moment du conseil d'administration d'Alstom [NDA :

représenté par Orrick Rambaud Martel], si mes souvenirs sont bons. Je me rappelle avoir attendu sur le trottoir, en bas du cabinet Bredin Prat, qui représentait Alstom, me semble-t-il, alors que MM. Immelt et Kron m'attendaient en haut : il fallait que les derniers éléments du protocole d'accord, notamment s'agissant de la sanction en matière d'emploi, figurent noir sur blanc – les dirigeants eux-mêmes n'en voulaient pas » (audition du 13 décembre 2017).

Le cabinet Bredin Prat que dirige Didier Martin (fils d'un cadre de banque, Gilbert Martin et de Denise Bloch) est considéré comme la référence en matière de fusions et acquisitions, de privatisations et d'offres publiques d'acquisitions. Il est un des deux plus gros cabinets d'avocats d'affaires de la place de Paris avec celui de Jean-Michel Darrois, lequel avait été mandaté par Martin Bouygues dans le cadre de la vente de ses parts dans Alstom. Membres du club *Le Siècle*, Jean-Michel Darrois et Didier Martin appartiennent tous deux au Club des Juristes, cercle trop méconnu regroupant de facto les membres les plus influents du club *Le Siècle* (dont son président déchu Olivier Duhamel).

Aussi méconnu que puissant, Bredin Prat fut fondé par Robert Badinter (qui a donc fait jusqu'en 1981 l'essentiel de sa carrière comme avocat d'affaires ce qui n'est jamais rappelé) en 1966, l'année de son mariage avec Élisabeth Bleustein-Blanchet, la riche héritière et actionnaire majoritaire de Publicis. Le cabinet Bredin Prat, Robert Badinter l'a cofondé avec Jean-Denis Bredin, né Jean-Denis Hirsch (autorisé à changer de nom le 16 mars 1950), académicien et ancien vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, décédé le 1^{er} septembre 2021.

La fille de ce dernier, Frédérique Bredin, militante socialiste (tendance Fabius) issue de la fameuse promotion Voltaire de l'ENA, travailla notamment chez Lagardère Media aux côtés d'Édouard Minc, le fils d'Alain Minc, avant d'être promue, en 2013, au conseil d'administration de France Télévisions et à la tête du Centre national du cinéma (CNC) où elle sera remplacée en 2019 par Dominique Boutonnat, grand donateur de la campagne d'Emmanuel Macron, aujourd'hui mis en examen pour agression sexuelle et tentative de viol à la suite d'une plainte déposée par son filleul...

Patrick Kron avant et après Alstom

Pechiney

Avant de succéder, fin 2002, à Pierre Bilger à la présidence d'Alstom, Patrick Kron avait fait l'essentiel de sa carrière chez Pechiney. En 1993, cet X-Mines en intègre le comité exécutif, tout en étant envoyé à Chicago par Jean-Pierre Rodier pour redresser American National Can. Aux États-Unis, il passe deux ans à l'hôtel en célibataire. En 1998, son départ de Pechiney coïncide avec le début des manœuvres qui mèneront à la disparition du géant français de l'aluminium. Son absorption par le canadien Alcan, réalisée quelques années plus tard sous le patronage de Rothschild & Cie, verra naître, au détriment de Pechiney, l'actuel Rio Tinto Alcan.

Chez Pechiney, Patrick Kron dirige diverses divisions, telle que Pechiney Électrometallurgie, une filiale marquée par la fermeture, en 2001, du site de Marignac (Haute-Garonne), un fleuron industriel qui était la seule usine de magnésium de



ENQUÊTE

l'Union européenne. C'est lors de son passage chez Pechiney que **Patrick Kron** forme ce qui constituera sa garde rapprochée chez Alstom, avec notamment l'ancien PDG de PSA **Jean-Martin Folz** (son « mentor » qu'il nommera administrateur d'Alstom), mais aussi **Bruno Poux-Guillaume** dont le fils, **Grégoire**, passé chez McKinsey & Company et CVC Capital, sera promu à la vice-présidence exécutive d'Alstom avant de rejoindre l'équipementier suisse Sulzer en 2015.

À y regarder de plus près, la carrière de Patrick Kron est surdéterminée par deux facteurs imbriqués : la banque Rothschild d'une part, et, d'autre part, des fleurons français en passe d'être bradés à la découpe sous divers prétextes. Avec en arrière-plan son titre de trésorier de la Fondation pour la mémoire de la Shoah et son récit édifiant de la vente d'Alstom au Cercle Abravanel, attestant du caractère éminemment politico-communautariste de son action.

Imerys, LafargeHolcim et le Groupe Bruxelles Lambert

En tirant sur le fil Rothschild, on remarque qu'entre son départ de Pechiney (1998) et son arrivée chez Alstom (2003) Patrick Kron a pris la présidence du directoire du numéro 1 mondial de l'extraction et de la transformation minière Imerys (ex-Imetal), une société fondée par la famille Rothschild et restée dans son giron comme navire amiral du Groupe Bruxelles Lambert. Anciennement Lambert, agent Rothschild, le Groupe Bruxelles Lambert, qui comprend également des participations dans Engie et Total (entre autres), fait office de véhicule des familles Desmarais (Canadiens) et Frère (Belges) depuis la constitution, lors des nationalisations de 1981, de cet attelage par le banquier Gérard Eskenazy via la holding genevoise Pargesa ; un attelage pérennisé au sein du Club des Cent au cours des années 1990.

En 2016, une fois son affectation à la présidence d'Alstom arrivée à son terme, Patrick Kron retourne chez Imerys dont il prend la présidence du conseil d'administration en 2019, ce qui lui vaudra d'être auditionné en janvier 2020 par l'Agence française anticorruption dans le cadre des activités d'Imerys en Afghanistan, l'extraction minière y constituant une des principales sources de financement des talibans. Sur cette affaire, à mettre en relation avec le financement de l'État islamique par LafargeHolcim (une autre société du portefeuille du Groupe Bruxelles Lambert...), on consultera notamment *Comment Imerys se fournit en talc au pays des talibans* (*Le Monde*, 14 février 2017) et *Imerys dans le viseur de l'Agence française anticorruption* (*challenges.fr*, 16 janvier 2020).

Poursuivant sur sa lancée, Patrick Kron intègre en 2017 le conseil d'administration de LafargeHolcim, à l'issue du soi-disant « mariage entre égaux » (encore un...) piloté par Rothschild & Cie et Zaoui & Co ayant débouché sur le passage sous pavillon suisse du français Lafarge, numéro 1 mondial du ciment jusque-là. Chez LafargeHolcim, Kron retrouve l'ancien directeur juridique d'Alstom, **Keith Carr** dont nous avons souligné le rôle pour le moins suspect dans l'arrestation de **Frédéric Pierucci**. Keith Carr intègre cette fois le comité exécutif de LafargeHolcim en janvier 2019 comme directeur de la *compliance*, c'est-à-dire le service juridique (cf. *La Belle vie des fossoyeurs d'Alstom*, *Marianne*, 26 septembre 2019).

Dans le scandale Alstom/GE, Imerys apparaît encore comme le trait d'union entre Patrick Kron et **Jérôme Péresse**. Chez Imerys, ce dernier a grimpé un à un les échelons, de la direction de la stratégie (1999) jusqu'à la direction générale déléguée (2008-2011) avant d'être propulsé par Patrick Kron à la vice-présidence exécutive d'Alstom en 2011. Ayant joué un rôle central pendant l'offensive de GE, l'époux de la présidente du conseil régional d'Île-de-France et candidate à l'investiture LR **Valérie Péresse**, sera intronisé CEO (directeur général) de GE Renewable Energy en 2015, une fois les opérations arrivées à leur terme.

Les bénéfices tirés par **Nicolas Sarközy** mais aussi par les entourages les plus proches de **Xavier Bertrand** et de **Valérie Péresse** lors des opérations posent à nouveau la question du rôle du « pacte de corruption » comme ciment du blocage politique actuel, et notamment d'un partage implicite du pouvoir depuis lors entre La République en marche (c'est-à-dire, *in fine*, une conservation de nombre de places fortes par l'« État-PS ») et Les Républicains (conservation de l'échelon local, au travers des régions notamment).

« Patrick et **Françoise Kron** sont également très proches des époux **Woerth**. Sa femme est devenue actionnaire en 2008 de l'Écurie Dam's, société créée par **Florence Woerth**, qui fait concourir des chevaux de courses. Pour diriger les affaires publiques d'Alstom, son PDG a embauché **Maurice Benassayag**, un historique de la Mitterrandie qui l'a introduit auprès du président Hollande. Il est également conseillé par l'ex-Premier ministre **Dominique de Villepin** » (*Le Point*, 8 mai 2014).

Et quand, le 27 janvier 2016, Patrick Kron, propriétaire sur l'avenue Foch, fête son pot de départ au Demory, le bar à bières de la rue Quincampoix tenu par son fils **Jonathan Kron** dans le Marais de Paris (les lesbiennes du Troisième Lieu qui squattaient les locaux depuis des lustres avaient été priées de déguerpir *manu militari*...), *L'Obs* (3 mars 2016) note, parmi la centaine d'invités, la présence de **Martin Bouygues**, de **Grégoire Chertok**, mais aussi celle de **François Fillon**, « son ami de trente ans ».

En plus des 10,5 millions d'euros provisionnés pour sa « retraite chapeau » et des 6,6 millions d'euros empochés pour 2015 (une des plus grosses rémunérations du CAC40), Patrick Kron se verra octroyer par le conseil d'administration d'Alstom un bonus de 150 000 actions, soit 4 millions d'euros qu'il touchera en cash une fois le rachat bouclé en juin 2015. Et ce « pour avoir assuré un avenir pérenne à Alstom Énergie »...

Truffle Capital et les « Big Pharma » en amont du Covid-19

En novembre 2016, voilà Patrick Kron muté à la tête de Truffle Capital en remplacement d'**Henri Moulard**, lequel s'imagina à l'époque en vrai pilote de la « fusée Macron » aux côtés d'**Henry Hermand** et de **Jean Peyrelevade**. Survenue le 8 novembre 2016 dans les heures ayant suivi le décès d'**Henry Hermand** et une semaine avant l'annonce de la candidature d'**Emmanuel Macron**, la nomination de Patrick Kron à la tête de Truffle Capital intervient donc parallèlement à la mise à l'écart de ce qui apparaît alors comme le premier cercle d'**Emmanuel Macron**.



ENQUÊTE



Il faut dire qu'en cet automne 2016, **Jean Peyrelevade**, ancien chargé des nationalisations au cabinet de **Pierre Mauroy** vient de démystifier publiquement la légende victimaire de la nationalisation de la banque **Rothschild** en 1981 : « Financièrement, la nationalisation a été une bénédiction pour la famille **Rothschild**. De l'ordre de 500 millions de francs d'indemnisation alors que la banque ne valait plus que zéro » (*Rothschild, le pouvoir d'un nom*, France 2, 2 décembre 2016). De quoi battre définitivement en brèche la tragi-comédie savamment entretenue depuis qu'il y a quarante ans avait été édictée la formule *Juif sous Pétain, paria sous Mitterrand* (*Le Monde*, 30 octobre 1981) par **Guy de Rothschild**, dont le « bras droit » au **Fonds social juif unifié**, **Jacques Attali** venait pourtant de rejoindre l'Élysée.

Chez **Truffle Capital**, les nouvelles fonctions de **Patrick Kron** s'inscrivent dans le passage au *Great Reset*, **Truffle Capital** intervenant essentiellement dans les biotechnologies appliquées à la santé, secteur évidemment grassement subventionné par la commission de Bruxelles via l'**European Innovation Council** (10 milliards d'euros de budget pour la période 2021-2027). Dans l'équipe de Patrick Kron chez **Truffle Capital**, figure notamment, au titre de **BioMedTech**, **Karine Lacombe**, chef du service des maladies infectieuses à l'Hôpital Saint-Antoine à Paris (AP-HP) et porte-parole médiatique des grands laboratoires pharmaceutiques dans leur offensive contre le professeur **Didier Raoult** pendant la crise du Covid-19. Du point de vue opérationnel, l'équipe de **Truffle Capital** est dirigée par l'ancien président de **France Biotech** **Philippe Pouletty** qui souffre dans le milieu d'une réputation épouvantable, ayant notamment été poursuivi à la fin des années 1990 pour violation de brevets par le laboratoire suisse **Novartis** (on consultera *Quand le cerveau de Carmat*, **Philippe Pouletty**, embrouillait l'autorité sanitaire pour vendre un médoc en toc, *deontofi.com*, 29 juin 2016).

Avec **Grégoire Chertok**, **Philippe Pouletty** a notamment cosigné pour le **Conseil d'analyse économique** un rapport sur le financement des PME (*La Documentation française*, 2009). Cette proximité entre Pouletty et Chertok explique par exemple l'embauche chez **Rothschild & Co** (2017) puis chez **Truffle Capital** (2018) de **François-Xavier Copé**, l'aîné des fils de **Jean-François Copé**, qui s'essaie depuis au capital-risque à la tête de **First Bridge Ventures**.

Rappelons que les noms de Jean-François Copé et de Grégoire Chertok étaient apparus en 2009 dans la documentation adressée aux clients de **Lutetia Capital**, la discrète société de gestion d'actifs et d'arbitrage en fusions et acquisitions dirigée par **Fabrice Seiman** (*Young Global Leader* du **Forum de Davos** en 2007) dont le comité consultatif (*advisory board*) comprenait, outre Copé et Chertok : **Klaus Schwab** (**Forum économique mondial**), **Yannick Bolloré** (**Havas**), **Jeffrey Rosen** (**Lazard**), le diplomate **François Bujon de l'Estang**

(administrateur de la **French-American Foundation**, membre du comité exécutif de la **Commission Trilatérale**) mais aussi le banquier **Bertrand Badré**, **Amaury de Sèze** (pilier du **Club des Cent**, administrateur du **Groupe Bruxelles Lambert**, de **Pargesa**, de **Suez Environnement**, d'**Imérys**, membre du conseil de surveillance de **Publicis Groupe**, etc.) et **Jean-Bernard Lévy**, l'actuel PDG d'**EDF**.

Pour se familiariser avec l'industrie pharmaceutique, Patrick Kron avait rejoint, dès 2014, le conseil d'administration de **Sanofi** (il en préside toujours le comité des rémunérations), le « Big Pharma » présidé par **Serge Weinberg**, lieutenant de **David de Rothschild** et discret moteur de l'« ascension programmée » d'**Emmanuel Macron**, au moins depuis la **Commission Attali**.

Signe qui ne trompe pas, Emmanuel Macron défendra bec et ongles **Serge Weinberg** face à **Élise Lucet** (cf. *Quand les actionnaires s'en prennent à nos emplois*, France 2, 3 mars 2015) avant de l'élever au grade de grand commandeur de la Légion d'honneur dans la promotion du 1^{er} janvier 2020, la même que Grégoire Chertok, **Christian Dargnat** ou encore **Jean-François Cirelli**, membre du **Club des Cent**, actuel président de **BlackRock France** qui fut notamment le PDG de **GDF** lors de la fusion avec **Suez** en 2008 (fusion ayant réuni à l'époque **Michaël Zaoui**, Grégoire Chertok, **Thierry Varène**, **Jean-Michel Darrois**, **François Sureau**, etc.).

De même que le deal **Nestlé/Pfizer** de 2012, les réaffectations de Patrick Kron et de **Serge Weinberg** à des postes clefs de l'industrie pharmaceutique en amont de la « pandémie » de Covid-19 (qui est, rappelons-le, avant tout une opération politique comme l'assume crânement **Klaus Schwab** avec son *Great Reset*), ne sont pas étrangères à la réception exceptionnelle du **Dolder Club**, organisée le 9 juillet 2018 par Emmanuel Macron à l'Élysée. Groupe ultrasécrit regroupant 25 dirigeants du « Big Pharma », le **Dolder Club** reste largement méconnu. Émanation de la **Fédération internationale des fabricants pharmaceutiques** (**Federation of Pharmaceutical Manufacturers & Associations**, **IFPMA**), organisme basé à Genève, le **Dolder Club** est présidé par l'ancien patron du géant pharmaceutique **Pfizer** **Ian Read**. **Sanofi** y est représenté depuis une trentaine d'années par son président d'honneur **Jean-François Dehecq**. Peu d'éléments sont disponibles au sujet du **Dolder Club**, sinon qu'il tire son nom de l'hôtel de luxe zurichois où ses membres commencèrent à se réunir dans les années 1970. Ses réunions sont calquées sur le modèle de celles du **Groupe Bilderberg** (mais aucune liste des membres n'est fournie à la presse) et les échanges sont régis par la règle de **Chatham House** (non-publicité des débats). Comme pour tant d'autres épisodes de son parcours pour le moins singulier, Emmanuel Macron n'a jamais été interrogé par la presse sur cette réunion étrangement prémonitoire du **Dolder Club** à l'Élysée...